

contexte Est-Ouest, c'est dénaturer l'origine sociale et économique de la difficile situation qui prévaut. Le Canada a souvent répété ceci dans ses discussions avec ses interlocuteurs étrangers, qu'il s'agisse des pays concernés ou des pays de la région comme Cuba ou les Etats-Unis ou d'autres pays, comme l'URSS, qui sont tentés d'inclure l'isthme dans leur stratégie globale.

L'incurie des gouvernements centro-américains, à l'exception, bien sûr, de celui du Costa Rica, a mené les pays de la région au seuil de l'explosion sociale et d'une intolérable pauvreté. Les efforts qui commencent enfin à se manifester pour résoudre ces problèmes font hélas l'objet d'une manipulation idéologique qui tend à distraire des vraies solutions. Tout en reconnaissant que les institutions démocratiques sont de loin les plus solides fondements d'une société juste, le Canada évite de porter des jugements sur les structures internes que les pays veulent se donner. Mais le Canada condamne l'intervention étrangère et l'exportation vers des tiers pays des solutions révolutionnaires. De tels mouvements politiques, liés à une militarisation excessive face à des agressions véritables ou appréhendées, tendent à déstabiliser les sociétés et à polariser les forces politiques.

Le futur de l'Amérique centrale est lié à plusieurs facteurs et parmi eux, il n'est pas évident que le Canada puisse en influencer un grand nombre de façon déterminante. Mais l'ouverture et la franchise du dialogue établi entre tous les pays concernés (autant les républiques de l'isthme, les membres de Contadora que certains gouvernements extra-régionaux) et les autorités canadiennes est un élément extrêmement positif grâce auquel le gouvernement a l'intention de poursuivre son effort de réconciliation. Le Canada est franc dans les jugements qu'il porte et ses interlocuteurs acceptent cette franchise, qu'il s'agisse de regretter le peu de cas fait en 1984 par les Sandinistes des engagements pris en 1979 ou de s'opposer à l'appui aux forces irrégulières qui luttent contre le gouvernement nicaraguayen. Il en va de même pour la condamnation canadienne des violations des droits de la personne là où elles existent et le rejet des solutions militaires à des problèmes qui sont essentiellement sociaux, économiques et politiques.

Le Canada souhaite que Contadora continue de progresser, que le dialogue régional se poursuive, que les gouvernements de l'Amérique centrale avancent vers des structures démocratiques et que les efforts de relance de l'intégration économique régionale connaissent le succès. Même si beaucoup reste à faire, même si l'on doit reconnaître que la stabilité de l'Amérique centrale n'est pas pour demain, il ne fait pas de doute que le Canada tentera, dans la mesure de ses moyens, de jouer un rôle substantiel et constructif. Il s'est déjà engagé fermement sur cette voie. □